

CHAPITRE 5. LES CLASSES POPULAIRES ONT-ELLES VRAIMENT PERDU LA PARTIE ? SEPT QUESTIONS À ROBERT CASTEL

[Gérard Mauger](#)

in Robert Castel et al., [Changements et pensées du changement](#)

La Découverte | « [Sciences humaines](#) »

2012 | pages 90 à 99

ISBN 9782707173065

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/changements-et-pensees-du-changement---page-90.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Chapitre 5

Les classes populaires ont-elles vraiment perdu la partie ? Sept questions à Robert Castel

Gérard Mauger

« Pourquoi la classe ouvrière a perdu la partie » : tel était le titre d'une contribution de Robert Castel à un numéro d'*Actuel Marx* paru en 1999 et réédité avec un post-scriptum dans *La Montée des incertitudes* [Castel, 2009, p. 361-378]. D'une certaine façon, les propos partout cités de Warren Buffett (qui fut, pendant un temps, l'homme le plus riche du monde) lui font écho : « Il y a une guerre des classes, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre, et nous sommes en train de la gagner¹. » La classe des riches a gagné la partie, la classe ouvrière l'a perdue : si l'énoncé peut paraître provocateur, Robert Castel avertissait que son intention n'était « nullement provocatrice ». Il s'agit, en effet, d'un constat – celui de l'effacement relatif de la place et du rôle qu'a joué la classe ouvrière – et d'une tentative destinée à en rendre compte dans une perspective familière à l'auteur des *Métamorphoses de la question sociale* : celle de l'« analyse socio-historique des transformations internes du salariat » [Castel, 1995].

Avant de discuter, sinon la thèse, du moins l'argumentaire qui la soutient, je voudrais dire un mot de ce genre de constat : il illustre, en effet, « le réalisme » revendiqué par Robert Castel. Bien qu'il ne se soit « jamais pensé comme “bourdieusien” à proprement parler », il me semble qu'on pourrait lui appliquer ce qu'il disait de Bourdieu : « Pierre Bourdieu, me semble-t-il, est l'homme qui aurait voulu changer le monde (et pas seulement l'arranger un peu) tout en sachant qu'il est gouverné par des lois impitoyables » [Castel, 2003]. Cette tension traverse l'œuvre de Castel comme celle de Bourdieu. Elle oppose, d'une part, une conscience aiguë des contraintes (« à mon avis, une sociologie forte est celle qui a compris qu'au commencement était la contrainte, que la contrainte s'est faite société et que la société est d'abord faite de contraintes » écrit Castel

1 CNN, 25 mai 2005 et *New York Times*, 26 novembre 2006, cité in Ruffin [2008].

[2003, p. 349]) qui a sans doute quelque chose à voir avec une famille de trajectoires sociales (celle des « intellectuels de première génération ») qui ne dispose guère à les ignorer ni à les euphémiser et, d'autre part, « le refus d'accepter qu'il n'y ait que de la reproduction, que du destin » [Castel, 2003, p. 350], la volonté de changer les choses, de « dépasser l'ordre des contraintes » « parce que cet ordre du monde reflète une énorme injustice » [Castel, 2003, p. 350], volonté qui n'est sans doute pas étrangère non plus à des trajectoires directement exposées à l'expérience vécue des inégalités.

Cette tension trouve une solution dans une conception politico-scientifique du métier de sociologue que Robert Castel définit en ces termes : « la marge de manœuvre dont le sujet social peut disposer ne peut opérer qu'à partir de la conscience de ces contraintes » [Castel, 2003, p. 351]. C'était aussi, je pense, celle de Pierre Bourdieu qui considérait que « la sociologie porte trop peu à l'illusion pour que le sociologue puisse se penser un seul instant dans le rôle du héros libérateur » [Bourdieu 1980], mais aussi que la mise en évidence des déterminismes ne conduit pas nécessairement au fatalisme, d'une part, parce qu'en dénaturalisant la « sociologie défatalise » [Bourdieu, 1980] (« ce que le monde social a fait, le monde social peut, armé de ce savoir, le défaire » [Bourdieu, 1993]), d'autre part, parce que la connaissance des lois du monde social, loin de condamner à l'inhibition, peut inviter à l'action et lui servir de guide. « Contrairement aux apparences, disait Bourdieu, c'est en élevant le degré de nécessité perçue et en donnant une meilleure connaissance des lois du monde social, que la science sociale donne plus de liberté. La connaissance des lois tendanciennes ouvre, en effet, une possibilité d'en contre-carrer les effets, elle est la condition de la réussite des actions visant à les démentir » [Bourdieu, 1980, p. 44-45]. Il ne s'agit donc pas d'encourager le sociologisme comme soumission aux lois d'airain de la société, « de trouver, dans l'énoncé de lois sociales converties en destin, l'alibi d'une démission fataliste ou cynique » [Bourdieu, 1984, p. 14] ou de « décharger l'individu du fardeau gênant de la responsabilité morale » [Bouveresse, 1984, p. 93]. Entre le scientisme fataliste et le volontarisme utopique, il y a place pour un usage politique conscient et rationnel des libertés concédées par la connaissance des « lois sociales » : l'engagement sociologique, selon Bourdieu, doit « contribuer à définir l'utopisme rationnel capable de jouer de la connaissance du probable pour faire advenir le possible » [Bourdieu, 1980, p. 77-78]. Il me semble que cette conception de l'engagement sociologique sous-tendue par un réalisme scientifique et politique est aussi celle de Castel.

La classe ouvrière a perdu la partie

Le constat que « la classe ouvrière a perdu la partie » s'inscrit dans cette perspective. Il ne s'agit évidemment pas pour Castel de s'en réjouir (comme certains), mais il ne s'agit pas non plus de le déplorer ou de s'en indigner et moins encore de le dénier. L'énoncé d'« un diagnostic sans complaisance sur le présent » [Castel, 2009, p. 374] exige d'abord de l'expliquer. Il me semble néanmoins nécessaire de préciser – sans pour autant le mettre en cause – les termes de ce constat : Robert Castel explique que « la classe ouvrière n'occupe plus la position de centralité qui avait été la sienne dans l'histoire sociale depuis plus d'un siècle » [Castel, 2009, p. 361].

Ainsi formulé, cet énoncé soulève deux problèmes. Cette « position de centralité » se situe-t-elle dans l'ordre des représentations – sociologiques ou politiques (savantes ou profanes) – ou dans l'ordre des faits (étant entendu que les représentations en font partie) ? Par ailleurs, ce genre d'énoncé comparatif n'est-il pas toujours exposé au risque d'une vision rétrospective enchantée et de prétendre, dans le cas présent, que, comme disait Raymond Ledrut, « la classe ouvrière n'est plus ce qu'elle n'a jamais été » ? Robert Castel est, bien sûr, tout à fait conscient du deuxième problème et se garde d'une vision enchantée du prolétariat d'antan : « Il est vrai que la classe ouvrière n'a sans doute jamais existé comme un ensemble complètement unifié et que la conscience de classe dans la plénitude du sens que Marx lui a donné a davantage été portée par une avant-garde politisée que par la totalité des ouvriers », écrit-il [Castel, 2009, p. 374-375]. En ce qui concerne le premier problème, le constat de « la perte de centralité » de la classe ouvrière ne vaut pas tant dans l'ordre de la morphologie sociale – « si la classe ouvrière n'existe plus comme classe au sens que le marxisme lui a donné, les éléments qui la composent n'ont pas disparu et ils représentent encore de l'ordre du tiers de la population française », écrit Castel [2009, p. 378] – que dans l'ordre des représentations mentales et politiques. Selon lui, si « la question sociale était prioritairement la question ouvrière » [Castel, 2009, p. 361] et si les débats étaient prioritairement marqués par les oppositions conservation/subversion de l'ordre social, réforme/révolution, « nous ne sommes plus aujourd'hui dans le cadre de cette problématique » [Castel, 2009, p. 362]. La période contemporaine serait marquée par une crise de croyance au rôle messianique de la classe ouvrière qu'annonçait la prophétie marxiste. Mais si « la classe ouvrière n'apparaît plus porteuse d'une alternative globale d'origine sociale », c'est le déclin du marxisme dans le champ intellectuel qui est alors en cause. Par ailleurs, alors que « l'essentiel de la conflictualité sociale reposait sur l'affrontement de deux blocs

antagonistes dont Marx a donné la formulation la plus radicale », écrit Castel, la classe ouvrière « a subi un recul social et politique décisif qui a désamorcé la potentialité subversive qu'elle portait ou qu'elle semblait porter » [Castel, 2009, p. 362]. De ce point de vue (même si représentations institutionnelles, représentations savantes et représentations profanes sont évidemment interdépendantes), c'est le déclin du « PC-CGT » (Parti communiste-Confédération générale du travail) qui est ici en cause.

Cette tentative de clarification du constat suggère deux questions qui contiennent deux registres d'explications virtuelles.

Première question : si la classe ouvrière a perdu la partie, ne l'a-t-elle pas perdue aussi – et peut-être d'abord – dans le champ intellectuel ? L'hypothèse est ici celle d'un changement des schèmes de perception, de vision et de division du monde social qui aurait eu pour effet d'occulter la classe ouvrière. Plus concrètement, il s'agit de rendre compte, d'une part, du déclin du marxisme – autrefois hégémonique – au sein du champ intellectuel [Mauger, 2011], c'est-à-dire une vision du monde indissociable de la lutte des classes, et, d'autre part, de l'essor d'une vision individualiste du monde social (qui ne connaît et ne veut connaître que des individus).

Deuxième question : si la classe ouvrière a perdu la partie, n'est-ce pas d'abord parce que ses porte-parole et ses représentants politiques et syndicaux l'ont perdue dans le champ politique ? L'hypothèse renvoie ici à l'histoire récente des luttes de classes et à l'écho qu'elles trouvent ou non dans les médias et dans le champ politique, ainsi qu'à l'histoire du « mouvement ouvrier », c'est-à-dire des organisations qui, traditionnellement, ont pour vocation de représenter la classe ouvrière et, plus largement, les classes populaires. Le reflux des luttes et le délitement des organisations du mouvement ouvrier (qui n'a sans doute pas rien à voir avec le reflux du marxisme) peuvent rendre compte de cette éclipse apparente. La visibilité de la classe ouvrière et des classes populaires suppose qu'elles soient représentées par des porte-parole (en lesquels elles se reconnaissent plus ou moins) ou qu'elles « se manifestent » sur la scène publique, par exemple « en manifestant » (comme elles l'ont fait récemment contre la réforme des retraites). Dans cette perspective, il s'agit de rendre compte du déclin du PCF (Parti communiste français) et de la CGT qui occupaient autrefois une place centrale au sein du champ politique.

Le premier type d'explication renvoie à la sociologie des intellectuels et à l'histoire des luttes symboliques qui traversent ce microcosme, le deuxième à la sociologie politique et plus spécifiquement à l'analyse du déclin du monde ouvrier tel que l'ont représenté en France le PCF et la CGT.

Pourquoi la classe ouvrière a perdu la partie

Pour rendre compte du constat – « la classe ouvrière a perdu la partie » –, Robert Castel a recours à un registre explicatif « morphologique », en prévenant qu'il ne prétend pas déployer toutes les explications possibles. L'explication mise en avant est la suivante : la classe ouvrière a été « minée, contournée, débordée par une transformation sociologique profonde de la structure du salariat » [Castel, 2009, p. 362]. Cette « dépossession de la classe ouvrière s'est opérée » en deux étapes : la première est celle du passage de la « société industrielle » à la « société salariale », la deuxième, après 1975, est celle de l'ébranlement de la société salariale.

1936-1975 : de la centralité du salariat ouvrier à sa subordination. En 1936, bien qu'il soit hétérogène sociologiquement, idéologiquement et politiquement, « le salariat ouvrier constitue [...] le grand bloc du salariat, à partir duquel est pensée et représentée la catégorie générale du travail salarié » [Castel, 2009, p. 364]. Si le salariat représente alors à peine la moitié de la population active, le salariat ouvrier en représente 60 % et, avec le salariat agricole, 75 %. Dans un contexte de lutte des classes, la classe ouvrière apparaît comme une classe consciente de sa force (« classe mobilisée », « classe pour soi »), dotée d'une idéologie propre, appuyée sur ses propres appareils (partis et syndicats) : principale productrice de la richesse sociale, elle est « dépossédée du fruit de son travail ».

En 1975, la classe ouvrière désormais « surplombée par un salariat haut de gamme » a perdu sa « centralité » : « le développement de la société salariale impliquait nécessairement la perte de la centralité du salariat ouvrier dans la structure sociale », écrit Robert Castel [2009, p. 368]. La nouvelle morphologie de la « société salariale » est caractérisée par une légère augmentation du nombre d'ouvriers, la disparition du salariat agricole et le développement spectaculaire des professions intermédiaires, des cadres moyens et supérieurs et, en ce qui concerne la classe ouvrière, par l'amélioration générale du sort des différentes catégories ouvrières (revenus et droits sociaux), la relative cohésion des différentes catégories (des OP [ouvriers professionnels] aux OS [ouvriers spécialisés] et un « statut social minimum garanti » (le « quart monde » est devenu résiduel) [Castel, 2009, p. 369]. De sorte que le salariat apparaît comme « un continuum différencié de positions reliées par les caractéristiques communes de la condition salariale » (droit du travail et protection sociale), même s'il s'agit d'« un continuum très stratifié et très inégalitaire ». Dans ce nouveau contexte, le salariat ouvrier a perdu son

hégémonie² : « La classe ouvrière s'est fait doubler », écrit Robert Castel [Castel, 2009, p. 366]. Les professions intermédiaires et les cadres jouent désormais, selon Luc Boltanski [1982], un rôle d'« attracteur » pour l'ensemble du salariat. Désormais, la conflictualité n'est plus cristallisée autour de deux blocs antagonistes : ouvriers et bourgeois, travail et capital, « la classe ouvrière a cessé de servir de référent hégémonique à la fois pour la lutte politique et pour l'analyse sociale de la société » [Castel, 2009, p. 365-366]. Ces conséquences que tire Castel de cette analyse des transformations morphologiques du salariat soulèvent, à mon sens, quatre autres questions.

Troisième question : la disparition supposée de deux blocs antagonistes n'est-elle pas une conséquence du silence fait sur les détenteurs du capital (la bourgeoisie, les classes dominantes) qui existent « sans avoir besoin de nous demander notre autorisation ». Si le capitalisme a changé de 1936 à 1975 (comme il a changé aussi de 1975 à 2010), si la morphologie du salariat s'est transformée, il me semble que le rapport salarial « comme double séparation d'avec les moyens et les produits de la production » et comme « rapport de dépendance [...] entre agents dans lequel l'un détient les conditions de la reproduction matérielle de l'autre » [Lordon, 2010, p. 10] reste un fond inamovible, un arrière-plan invariant de la société salariale.

Quatrième question : s'il est vrai que l'émergence des cadres, « ces salariés bizarres à la fois matériellement et symboliquement du côté du capital », comme dit Frédéric Lordon [Lordon, 2010], remet en cause un schéma binaire des classes, peut-on leur attribuer un « rôle d'attracteur » ? Et d'attracteur de qui ? S'il est vrai que l'approfondissement de la division du travail et de la spécialisation internes a complexifié l'antagonisme bipolaire entre patron propriétaire et prolétaires encadrés par quelques contremaîtres, il me semble en fait, comme l'écrit Frédéric Lordon, que « la chaîne hiérarchique [...] compte un nombre sans cesse accru de niveaux intermédiaires qui diffractent le rapport de domination principal en une myriade de rapports de domination secondaires et qu'à chaque niveau de la chaîne se tiennent des agents qui vivent le rapport salarial sur le mode ambivalent subordonné-subordonnant puisque chacun est sous les ordres en même temps qu'il a sous ses ordres » [Lordon, 2010, p. 40].

2 Sur ce thème, voir les débats, autour de Mai 68, sur « la nouvelle classe ouvrière » avec Pierre Belleville (*Une nouvelle classe ouvrière*, Julliard, Paris, 1963), Serge Mallet (*La Nouvelle Classe ouvrière*, Seuil, Paris, 1969), Alain Touraine (*La Société post-industrielle. Naissance d'une société*, Denoël, Paris, 1969).

Cinquième question : sans doute est-il vrai que la classe ouvrière a cessé de servir de référent hégémonique pour la lutte politique et l'analyse de la société, mais ce déclin ne s'explique-t-il pas plutôt par le discrédit du marxisme au sein du champ intellectuel et celui du PCF au sein du champ politique (champ intellectuel et champ politique dont l'histoire est relativement autonome) ? Ma cinquième question redouble ainsi les deux premières.

« Mai 68 n'a-t-il pas été, paradoxalement, le moment du basculement de la "centralité" à la "subordination" de la classe ouvrière ? », s'interroge Robert Castel. Mai 68, qu'il définit comme la plus grande grève du mouvement social, se solde par un *aggiornamento* de la société salariale et la victoire du réformisme, c'est-à-dire la négociation conflictuelle entre « partenaires sociaux » et le « partage des bénéfiques ». Si je souscris, *grosso modo*, à cette analyse, le rôle que Robert Castel attribue à la classe ouvrière en Mai 68 me semble beaucoup plus problématique : d'où ma sixième question.

Sixième question : peut-on vraiment dire avec Castel que « la classe ouvrière n'a été ni le déclencheur (ce furent, on le sait, les étudiants qui tinrent ce rôle), ni l'acteur privilégié, ni le bénéficiaire principal » [Castel, 2009, p. 366] de mai-juin 1968 ? Les étudiants ont été le « déclencheur » : soit, mais le déclencheur de quoi ? Ont-ils pour autant été l'« acteur privilégié » de mai-juin 1968 ? Qui se souviendrait de Mai 68 sans une grève générale de deux mois ? Comme l'a montré récemment Xavier Vigna [2007], mai-juin 1968, loin de marquer « la fin de la lutte des classes » (Fourastié) et l'absorption de la classe ouvrière par la « classe moyenne » (Mendras), marque l'acmé d'une longue période d'offensive ouvrière (au moins, jusqu'à la seconde moitié des années 1970).

De 1975 à nos jours : de la subordination à l'éclatement de la classe ouvrière. Alors que « la société qui paraissait engagée dans une transformation de type social-démocrate : réduction des inégalités, consolidation du droit du travail, renforcement de la négociation sociale, représentation plus démocratique des "partenaires sociaux" » [Castel, 2009, p. 367], la seconde moitié des années 1970 marque, selon Castel, une « bifurcation dans les processus de transformation de la société salariale » : développement d'un « sous-marché du travail » avec le secteur de la sous-traitance et les mesures publiques de « traitement social du chômage » et constitution d'un « infra-salariat » [Castel, 2009, note 1, p. 369]. Le statut de nombreuses catégories salariales se dégrade : multiplication des situations de travail en deçà du « statut social minimal garanti » (formes « atypiques » d'emploi : travail partiel, travail intermittent, travail

indépendant), risque de chômage accru et effritement de la stabilité de nombreuses conditions salariales. D'où un nouveau tableau du salariat : chômage et précarité affectent différemment les différentes catégories sociales (selon un ordre qui suit, *grosso modo*, la stratification sociale), les disparités augmentent entre les différentes catégories de salariés, brisent les homogénéités et les solidarités intercatégorielles, décollectivisent les conditions de travail et les modes d'organisation des travailleurs. Selon Olivier Schwartz, la vision populaire du monde – « Eux »/« Nous » – se défait : « Il y a désormais des “eux” qui sont au-dessous de “nous” » [Castel, 2009, p. 376]. « Une partie des couches populaires a le sentiment que l'on ne fait rien pour elle et que les “eux” d'en haut et les “eux” d'en bas prospèrent à leurs dépens » [Castel, 2009, p. 377]. D'où « le ressentiment de petit Blanc » de « ceux qui se vivent comme des laissés-pour-compte » [Castel, 2009, p. 378]. Il s'agit donc, selon Robert Castel, de « comprendre les racines du ressentiment pour le combattre autrement qu'en prononçant des anathèmes » [Castel, 2009, p. 377], alors même que « pas grand monde dans la classe politique et parmi les élites (les “eux” d'en haut) ne s'en soucie vraiment » [Castel, 2009, p. 378]. Je ne peux que souscrire à cette invitation : elle renvoie à mes deux premières questions sur l'effondrement du « messianisme ouvrier » dans le champ politique et celui du cours du « populaire » dans le champ intellectuel (dont la faillite donne libre cours au « racisme de classe »). Le monde ouvrier est « miné par un processus d'individualisation qui dissout ses capacités d'exister comme collectif » : « Sur un marché du travail de plus en plus compétitif, les salariés sont soumis à des pressions très fortes pour être mobiles, adaptables, flexibles. Sous la menace du chômage (et sans doute aussi parce que beaucoup, de gré ou de force, épousent l'idéologie entrepreneuriale qui exalte la souplesse et l'esprit d'initiative), ils sont mis en concurrence et conduits à jouer le jeu de la concurrence », d'où le développement d'une « concurrence entre égaux » [Castel, 2009, p. 371].

Si je souscris à la description de ce « basculement » de la « société salariale » (bien qu'il y manque les effets de la « massification scolaire » ou ceux de la « prolétarianisation » des employés), reste à en rendre compte : d'où ma septième question.

Septième question : comment rendre compte de ce basculement ? Peut-on le faire indépendamment des stratégies mises en œuvre par les détenteurs du capital ou de l'état des rapports de force entre les différentes fractions des classes dominantes et plus précisément de l'ascendant pris par les détenteurs du capital financier ? Ce basculement n'est-il pas l'effet du « choc actionnarial », c'est-à-dire de l'exigence de dégager une rentabilité des capitaux propres sans comparaison avec les normes

antérieures du capitalisme fordien ? Ne marque-t-il pas le passage du capitalisme fordien au capitalisme déréglementé, c'est-à-dire d'une configuration où les délocalisations étaient à peu près impossibles du fait du régime de contrôle des investissements directs, où la contrainte actionnariale était inexistante et où la politique économique était orientée vers la croissance et l'emploi, à une nouvelle configuration (engendrée politiquement) où la libéralisation des marchés de biens et de services déchaîne les pressions concurrentielles entre systèmes socio-productifs à standards fortement hétérogènes, où les investissements directs eux aussi libéralisés autorisent toutes les délocalisations, où la contrainte actionnariale est devenue intense et où la politique économique est majoritairement réorientée vers l'objectif de maîtrise de l'inflation. Cette nouvelle configuration et le chômage de masse qu'elle engendre radicalisent le gouvernement patronal par la crainte, le chantage permanent au « plan social » et à la « délocalisation » et la décollectivatisation des rapports de travail (ou la réindividualisation des classes populaires), provoquant le déclin de la capacité de résistance, le renforcement de la subordination, la détérioration des conditions de travail et de vie.

« Qu'advient-il de l'individu et que peut-il faire, lorsqu'il est désencastré des collectifs protecteurs ? » s'interroge Robert Castel : « manquent [...] les points d'appui pour l'organisation et l'action collectives dont la grande entreprise a représenté le modèle » [Castel, 2009, p. 372]. Ces « contre-pouvoirs nécessaires pour juguler ces facteurs d'individualisation négative et qui ne peuvent être que collectifs, sont encore à trouver » [Castel, 2009, p. 374]. « Recollectiviser des situations qui se développent de plus en plus sous la forme d'une individualisation dérégulée », tel est, selon Robert Castel, « le défi principal à affronter aujourd'hui ». C'est dire que le métier de sociologue tel que le conçoit Castel est indissociable d'un engagement sociologique. À propos de son parti pris en faveur des dominés, il cite Erving Goffman – « En cédant à cette partialité on rétablit au moins l'équilibre » [Goffman, 1968] – et précise qu'« il y aura toujours assez de monde pour célébrer les vertus du management et de l'adhésion inconditionnelle à l'esprit d'entreprise » [Castel, 2002, p. 74]. Mais, tout en revendiquant une « position partisane » dans le cadre d'une « lutte idéologique », il précise que « le fait d'appartenir à un camp n'exclut pas, mais affine le souci de rigueur, [...] pour établir un diagnostic » [Castel, 2002, p. 76]. J'aimerais que mes questions soient une contribution à ce travail nécessairement collectif d'énonciation du diagnostic.

En ce qui concerne la reconstruction du « collectif » au sein des classes populaires, Robert Castel rappelle qu'il existe des précédents : la « constitution du salariat ouvrier comme classe dans les années 1930 s'est faite à

partir de la situation atomisée du prolétariat des débuts de l'industrialisation » [Castel, 2009, p. 374]. « Il n'est donc pas, *a priori*, impossible qu'un défi homologue puisse aujourd'hui aussi être relevé » écrit-il [Castel, 2009, p. 374]. Mais, dans ce cas, il faut considérer que la classe ouvrière ou plutôt les classes populaires ont perdu la bataille, mais peut-être pas la guerre... En définitive, il me semble que le débat que je voulais ouvrir oppose un pessimisme raisonné qui, ayant perdu la partie, tente de « sauver les meubles » à un optimisme contrôlé qui ne renonce pas complètement à gagner la partie. Mais peut-être n'est-ce là qu'une autre façon de « sauver les meubles » ?

Bibliographie

- BELLEVILLE P. (1963), *Une nouvelle classe ouvrière*, Julliard, Paris.
- BOLTANSKI L. (1982), *Les Cadres*, Minuit, Paris.
- BOURDIEU P. (1980), « Le sociologue en question », in BOURDIEU P., *Questions de sociologie*, Minuit, Paris.
- BOURDIEU P. (1984), *Homo academicus*, Minuit, Paris.
- BOURDIEU P. (1993), « Post-scriptum », in BOURDIEU P. (dir.), *La Misère du monde*, Seuil, Paris.
- BOUVERESSE J. (1984), *Le Philosophe chez les autophages*, Minuit, Paris.
- CASTEL R. (1995), *Les Métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Fayard, Paris, rééd. Gallimard, « Folio », Paris, 1999.
- CASTEL R. (2002), « La sociologie et la réponse à la demande sociale », in LAHIRE B. (dir.), *À quoi sert la sociologie ?*, La Découverte, Paris.
- CASTEL R. (2003), « Pierre Bourdieu et la dureté du monde », in ENCREVÉ P., LAGRAVE R.-M. (dir.), *Travailler avec Bourdieu*, Flammarion, Paris.
- CASTEL R. (2009), « Pourquoi la classe ouvrière a perdu la partie », in *La Montée des incertitudes. Travail, protection, statut de l'individu*, Seuil, Paris, p. 361-378.
- GOFFMAN E. (1968), *Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux*, « Présentation » par CASTEL R., Minuit, Paris.
- LORDON F. (2010), *Capitalisme, désir et servitude. Marx et Spinoza*, La Fabrique, Paris.
- MALLET S. (1969), *La Nouvelle Classe ouvrière*, Seuil, Paris.
- MAUGER G. (2011), « Les origines intellectuelles de mai-juin 1968 », *Siècles*, n° 29, Presses universitaires Blaise-Pascal, Clermont-Ferrand, p. 109-122.
- RUFFIN F. (2008), *La Guerre des classes*, Fayard, Paris.
- TOURAIN A. (1969), *La Société post-industrielle. Naissance d'une société*, Denoël, Paris.
- VIGNA X. (2007), *L'Insubordination ouvrière dans les années 1968. Essai d'histoire politique des usines*, Presses universitaires de Rennes, Rennes.